

## **CURRICULUM VITAE**

(établi selon le modèle destiné aux candidats à l'élection de juge à la Cour européenne des droits de l'homme)

### **I. Etat civil**

Nom, prénom: **RAVARANI Georges**

Sexe: **masculin**

Date et lieu de naissance: **1<sup>er</sup> mai 1954 à Luxembourg**

Nationalité(s): **luxembourgeoise**

### **II. Etudes et diplômes, et autres qualifications**

maîtrise en droit (Université de Grenoble 1977)

doctorat en droit (Université du Luxembourg, 2011, thèse sous la direction du Prof. Rusen ERGEC, mention excellent)

### **III. Activités professionnelles pertinentes**

#### **a. Description des activités judiciaires**

##### Activités actuelles:

président de la Cour administrative du Luxembourg (juridiction suprême en matière de contentieux administratif) depuis 2008

vice-président de la Cour constitutionnelle depuis 2008

##### Activités précédentes:

président du tribunal administratif du Luxembourg entre 1997 et 2007

avocat entre 1992 et 1996

juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg de 1981 à 1992

avocat stagiaire de 1978 à 1980

#### **b. Description des activités juridiques non judiciaires**

professeur invité (de 2006 à 2014), puis professeur honoraire à l'Université du Luxembourg

membre, depuis 1982, du comité de rédaction de la revue juridique *Pasicrisie luxembourgeoise* (paraissant trimestriellement depuis 1875)

responsable de l'édition du Bulletin de jurisprudence administrative édité annuellement par la *Pasicrisie luxembourgeoise*

membre, depuis 2002, de l'*Institut grand-ducal*, section des sciences morales et politiques

c. Description des activités professionnelles non juridiques  
(Veuillez souligner le(s) poste(s) occupé(s) actuellement)

néant

#### **IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

- tout au long de la carrière professionnelle, application des dispositions de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Rédaction de nombreuses décisions écartant des dispositions législatives nationales pour contrariété à la Convention. Comme juge constitutionnel, confrontation des dispositions législatives aux droits fondamentaux énoncés par la Constitution;

- publication d'ouvrages et d'articles traitant soit directement, soit indirectement (essentiellement dans le cadre des questions de responsabilité civile des pouvoirs publics) des droits de l'homme;

- membre fondateur de la fondation *Institut luxembourgeois des droits de l'homme* (créée en 1992). Secrétaire de la fondation entre 1992 et 2012.

#### **V. Activités publiques**

a. Postes dans la fonction publique

magistrat

b. Mandats électifs

néant

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique  
(Veuillez souligner le(s) poste(s) occupé(s) actuellement)

néant

#### **VI. Autres activités**

a. Domaine

b. Durée

c. Fonctions  
(Veuillez souligner les activités menées actuellement)

## VII. Travaux et publications

(Vous pouvez indiquer le nombre total d'ouvrages et d'articles publiés, mais ne citez que les titres les plus importants – 10 au maximum)

58 publications, dont

*La responsabilité civile des personnes privées et publiques*, 3<sup>e</sup> éd., Pasicrisie luxembourgeoise, 2014, (1390 p.)

*'To Refer or not to Refer?' – Confession of a National Judge*, in Livre jubilaire édité à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'*EFTA Court*, Hart Publishing Oxford 2014

*L'obligation de renvoi préjudiciel à la Cour de justice: une obligation sanctionnée ? – Rapport luxembourgeois*, in L'obligation de renvoi préjudiciel à la Cour de justice, sous la direction de Laurent Coutron, Bruylant Bruxelles 2014

*La sanction du non-respect, par les autorités luxembourgeoises, du droit de l'Union*, in L'Europe des droits fondamentaux, Mélanges en hommage à Albert Weitzel, éd. Pedone, Paris, 2013, p. 165 à 183

*Du bon (c'est-à-dire du mauvais) usage du pouvoir réglementaire*, in Quo vadis droit luxembourgeois, Promoculture Larcier Luxembourg 2013, p. 19 et s.

*Les sanctions administratives en jurisprudence luxembourgeoise*, Actes du Colloque Benelux organisé à Bruxelles le 21 octobre 2011, Publications du Benelux, septembre 2012; Pasicrisie luxembourgeoise, tome 35, 2012, doctrine, p. 673 à 693

*La Cour constitutionnelle luxembourgeoise et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales*, in Journal des Tribunaux Luxembourg 2011, p. 37 et s.

*Peut-on mesurer la qualité de la justice?*, in De 20 ans à l'horizon 2020, Bâtir le tribunal de demain sur de solides fondations, Actes du Colloque organisé le 25 septembre 2009 à Luxembourg à l'occasion de la célébration des 20 ans du Tribunal de première instance des Communautés européennes, p. 49 et s., Publication de la Cour de justice de l'Union européenne, Luxembourg 2010

*Interrogations autour d'un droit fondamental: l'appel*, in Justices et droit du procès, Mélanges en l'honneur de Serge Guinchard, Dalloz Paris 2010, p. 355 à 368

*Justiz zwischen Sein und Schein*, in Im Geiste der Demokratie und des sozialen Verständnisses, 20 Jahre Verwaltungsgericht Gießen, Festschrift, éditions Luchterhand 2007, Wolters Kluwer Deutschland, p. 307 et s. - *La justice du «paraître»*, Pasicrisie luxembourgeoise, tome 33, doct., p. 1 et s.